

Burundi : les observateurs catholiques pointent des «irrégularités» lors du scrutin

RFI, 27-05-2020 Les résultats du triple scrutin de mercredi, qui a donné une large victoire au général Evariste Ndayishimiye et son parti le CNDD-FDD, sont contestés par le principal opposant burundais, Agathon Rwasa et son parti, le CNL, qui dénoncent des «fraudes massives». Le Conseil de l'Église catholique du Burundi se pose en arbitre entre les deux parties, alors que la CNL s'apprête à déposer plainte.

Le communiqué de la Conférence des évêques catholiques rendu public mardi tombe point nommé pour le CNL, isolé, sans autre source indépendante pour confirmer ses accusations. Frontières fermées, aucune mission d'observation électorale internationale autorisée, pas de société civile indépendante et des conditions d'observation électorales draconiennes imposées à la puissante Église catholique du Burundi, le pouvoir pensait sans doute avoir totalement verrouillé le triple scrutin du 20 mai. Car dans un premier temps, l'Église catholique du Burundi voulait déployer autant d'observateurs que de bureaux de vote (14 655) pour pouvoir procéder à un comptage de voix parallèle comme sa consœur de RDC l'avait fait lors des dernières élections dans ce pays. Mais le pouvoir burundais y avait opposé son veto, selon un prêtre. Il leur en avait accordé moins du tiers et exigé que chacun d'eux ne s'occupe seul d'un bureau de vote plutôt que de tout un centre de vote. Le Conseil des évêques catholiques explique avoir déployé au final 2 716 observateurs, soit près de 20% des bureaux de vote, et juge que la couverture de près d'un cinquième de tous les bureaux du pays lui donne une bonne vue d'ensemble sur ce qui s'est passé ce jour-là. Son verdict met le discours officiel. Mgr Joachin Nderiyimana préside ce Conseil. «D'après les constats qu'ils ont fait, nous reconnaissons que les élections se sont déroulées en général dans le calme mais nous déplorons beaucoup d'irrégularités quant à la liberté et à la transparence du processus électoral. Ainsi qu'à l'égard du traitement des candidats et des électeurs. Tous ces éléments devant aussi caractériser des élections vraiment démocratiques.» L'évêque de Ruyigi dans l'est du pays s'est mis à lire une longue liste d'irrégularités, qui confirment tout par le parti CNL depuis une semaine, et qui va même au-delà. La conclusion de l'Église catholique ? Très forte même si elle est toute en finesse comme d'habitude. «Face à toutes ces irrégularités et bien d'autres, nous nous demandons si elles ne portent pas préjudice aux résultats à proclamer.» L'Église catholique a enfin appelé le pouvoir à «s'adresser à tous ceux qui aujourd'hui persécutent leurs voisins» pour leurs convictions politiques différentes, alors que le principal parti d'opposition dénonce «une véritable chasse à l'homme contre ses militants».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});